

---

# **A fleur de justice**

Maghreb-Machrek

Tahar Moussaoui

Liège, 2020

---

*Somalie :*  
Nouvelle agression américaine  
(Juin 2007)

Depuis décembre dernier, l'armée éthiopienne, avec l'aval et le soutien du gouvernement des Etats-Unis, a envahi le territoire de la Somalie. Cette agression, qui viole le droit des peuples au respect de leur souveraineté, a pour but d'imposer par la force des gouvernants dont le peuple somalien ne veut pas. Rappel des faits.

***Contexte de départ***

Commençons par des informations générales sur le pays. La Somalie a une population de 9,8 millions (estimation 2006); elle a deux langues officielles : le somali (majoritaire) et l'arabe; elle a une religion : l'islam (sunnite). La population appartient majoritairement à l'ethnie somalie (96%) qui déborde sur le Kenya, Djibouti et surtout en Ethiopie (4 millions en Ogaden). La plus grande partie de la Somalie a été une colonie italienne. En 1959, elle accède à l'indépendance et un Etat naît de la fusion de la colonie italienne (Somalia au sud) et britannique (Somaliland au nord). Mais elle est amputée par l'ONU de l'Ogaden (passé à l'Ethiopie) et du sud-est (passé au Kenya).

Concernant les ressources, 65% de la population vit de l'agriculture (céréales, élevage et pêche). Mais le sous-sol du pays contient des richesses minières très convoitées : cuivre, bauxite, fer, gaz naturel et uranium. Il est aussi potentiellement riche en pétrole et se trouve sur la route de l'acheminement de celui-ci (Golfe d'Aden).

***Evolutions***

Suite à un coup d'Etat militaire, Siyad Barre prend le pouvoir en 1969. Mais affaibli par la guerre de 1977-78 avec l'Ethiopie pour récupérer l'Ogaden, incapable d'apporter une solution à la famine qui frappe le pays, sa dictature se fait plus dure pour se maintenir. Il cherche aussi de nouveaux soutiens. C'est l'époque où il concède des zones de prospection pétrolière aux entreprises américaines qui veulent aussi contrôler l'ensemble des richesses minières de Somalie. Mais une révolte populaire en 1990 va conduire à son renversement l'année suivante. Les révoltés n'ont cependant pas réussi à cueillir les fruits de ce renversement. Profitant du vide de pouvoir, des seigneurs de guerre s'arment et se partagent la capitale où ils sèment la terreur. Certaines parties du nord du pays proclament leur autonomie : le Somaliland en 1991, puis le Puntland en 1998. Tandis que se multiplient les ingérences du gouvernement des Etats-Unis et de ses alliés locaux ou européens (1992, 1993, 1995).

C'est dans ce contexte que naissent en 1996 les forces qui se regrouperont plus tard sous le nom d'*Union des Tribunaux islamiques*

(UTI). Elles sont l'expression des aspirations des plus faibles et des plus démunis à la paix, à l'unité du pays et à une vie décente en sécurité. Peu à peu, l'UTI va finir par gagner aussi la confiance de larges franges de commerçants dont les affaires sont perturbées par les exactions des milices des seigneurs de guerre. C'est pour contrer leur montée en puissance que les tentatives se multiplient pour créer une force alternative. D'abord en août 2004, avec la mise en place (sans élections) d'un parlement en exil au Kenya, suivi de la désignation d'un président de la république et d'un *Gouvernement Fédéral de Transition*, coalition regroupant tous les seigneurs de guerre.

Pendant ce temps, l'UTI continue de se renforcer et, au mois de juillet 2006, elle met fin à la main-mise des seigneurs de guerre sur la capitale Mogadiscio. Les vaincus, soutenu financièrement par les Etats-unis se regroupent dans la ville de Jowhar sous le nom typique d'« *Alliance pour la restauration de la paix contre le terrorisme* ». Mais l'UTI finit par conquérir Jowhar aussi et, graduellement, la majeure partie du territoire. Fin novembre, la ville de Baidoa (où s'était installé le *Gouvernement Fédéral de Transition*), ne tenait plus que grâce à la présence de troupes éthiopiennes. Entre-temps, l'UTI avec le soutien de la population avait créé une situation nouvelle : levée des barrages routiers qui servaient à rançonner les habitants, fin du racket, éradication de la délinquance, limitation des activités pirates au large des côtes, réouverture de l'aéroport, reprise des commerces, reconstruction des routes principales, rétablissement des services d'eau et d'électricité dans la capitale, interdiction de l'exportation du charbon de bois (qui accentue la désertification du pays), etc. Mais tout cela n'intéressait pas le gouvernement des Etats-Unis. Après la déroute de ses sbires de *l'Alliance*, il se rabattit sur le *Gouvernement Fédéral de Transition* et fit adopter par l'ONU une résolution autorisant le déploiement de 8.000 hommes de pays africains non limitrophes. Mais quand, début décembre dernier, il apparut clairement que l'UTI allait prendre Baidoa aussi, les Etats-Unis, mandatèrent les troupes éthiopiennes pour envahir la Somalie. Celles-ci bénéficiaient déjà d'un programme d'assistance militaire depuis 2002. Les Etats-Unis leur fournirent en plus des moyens de reconnaissance aérienne, des écoutes satellite et des conseillers auprès des troupes. Ils bombardèrent directement le sud et débloquèrent une « aide » de plus de 30 millions de dollars.

Pourquoi tout cela ? Pour installer un gouvernement favorable aux intérêts de leurs grandes entreprises et celles de l'Europe qui convoitent les richesses du sous-sol somalien. C'est cela qu'écrit clairement le commissaire Louis Michel : « *Personne ne regrettera la chute des Tribunaux islamiques.* » (*Le Soir*, 12/01/07). En raison du rapport de force, l'UTI a très vite refusé la confrontation militaire directe, a retiré le gros de ses forces de la capitale et commencé une guerre de harcèlement contre le « gouvernement » arrivé sur le dos des chars éthiopiens. Et cette lutte est légitime : les peuples ont le droit de choisir leurs gouvernants.